

Présentation dans le contexte du COVID 19

Plate-forme de réflexion et d'actions autour du

Système alimentaire local et soutenable de Pondichéry

Une initiative multi-acteurs

Depuis deux ans, l'Institut français de Pondichéry organise une plateforme de discussions et d'actions autour du système alimentaire local soutenable du territoire de Pondichéry (<https://www.ifpindia.org/content/workshop-local-food-system-pondicherry-discussion-food-sovereignty-and-agro-ecology>). L'objectif est de porter dans le débat public un engagement citoyen pour des villes vivables fondées sur des articulations soutenables avec leur environnement, pour la préservation d'une agriculture de proximité précautionneuse des ressources précieuses que sont l'eau, les sols, la biodiversité. Ce qui est défendu est une préoccupation commune pour une communauté de destin à partir de la défense des droits pour une alimentation suffisante et de qualité et des droits pour ceux qui produisent cette alimentation. L'intérêt est d'organiser une réflexion et des dynamiques multi-acteurs sur le thème de la souveraineté alimentaire et la transition vers l'agroécologie.

La plateforme s'inscrit dans le programme RUSE, financé par l'AFD, et son ambition est de porter collectivement des propositions d'actions spécifiques pour mettre sur la scène politique locale les questions d'une alimentation soutenable (de la production à la transformation, distribution, consommation, et gestion des déchets).

Alimentation et crise sanitaire

Cette initiative trouve tout son sens actuellement car la question alimentaire est centrale dans la crise sanitaire du Covid19, que ce soit autour des questions de l'accessibilité à la nourriture dans le cadre du confinement ou de la continuité de la production agricole. Toute la chaîne alimentaire est impactée. La question de la relocalisation des productions alimentaires se pose comme celle des circuits courts, des modalités d'échanges (la place des intermédiaires, des systèmes d'accords comme les systèmes de garantie participative) et la souveraineté alimentaire des familles et des territoires. Le confinement encourage les familles urbaines à cuisiner, à jardiner, et à retrouver l'usage et le goût des légumes oubliés. Les jardiniers et surtout les

paysan.ne.s reposent la question de l'autonomie semencière. Les interrogations portent aussi sur les modèles agricoles et leurs rapports à la nature (perte de la biodiversité agricole, de la vie des sols, déforestation, contraintes sur les ressources, utilisation d'énergie fossile). Le modèle agricole de la Révolution Verte a contribué à marginaliser une partie de la paysannerie, celles des petites exploitations et des paysans sans terre, contraints de migrer saisonnièrement et que l'on retrouve piégés par le confinement. Le confinement a montré l'importance de retrouver une agriculture vivrière moins dépendante des marchés, la fragilité d'une agriculture de contrat, l'intérêt d'une agriculture mobilisant une main d'œuvre familiale, le rôle de l'aide alimentaire subventionnée (PDS). C'est cet ensemble de question que la plateforme adresse dans le débat public. L'idée est de réunir une variété d'acteurs, tout au long de la chaîne agriculture-alimentation pour penser des solutions locales au système nourricier de la ville et de son arrière-pays. Les relations villes-campagnes sont au cœur de la réflexion, comme l'idée d'une approche holistique d'une santé globale (de la terre aux plantes, aux animaux d'élevage, aux communautés humaines, aux paysages).

Pluralités des thèmes, cohérence des articulations, coordination des échelles

L'édition 2020 a été organisée autour de quatre journées répondant à différentes modalités d'interactions entre les différents acteurs qui interagissent tout au long des filières agricoles et alimentaires. Deux jours de débats ont été tout d'abord organisés autour de trois controverses qui structurent dans la durée l'organisation des actions, avec la présence de chercheurs, de paysans, de citoyens, de consommateurs, de transformateurs, de commerçants. La première a porté sur la préoccupation de préserver la diversité semencière de l'Inde et du Tamilnadu en particulier, notamment autour des riz et des mils.

Pour donner de la visibilité à l'évènement et pour l'inscrire dans une perspective nationale et internationale, la rencontre a été introduite par plusieurs personnalités scientifiques, paysannes et citoyennes. Kavitha Kuruganti, présidente de l'Alliance nationale pour une agriculture soutenable et holistique – ASHA - a insisté sur la mise en lien d'expériences plurielles à travers l'Inde. Elle a souligné la place des femmes de la production agricole à la transformation alimentaire. Shamika Mone, directrice de l'association pour l'agriculture organique (<http://ofai.org/organisation/>) et également présidente monde du Réseau intercontinental pour les agriculteurs biologiques-INOFO (<http://www.inofo.org/author/shamika/>;

<https://www.ifoam.bio/en/sector-platforms/inofo-intercontinental-network-organic-farmers-organisations>), partie prenante du réseau mondial pour l'agriculture organique IFOAM (<https://www.ifoam.bio/>), a invité les paysans du territoire de Pondichéry à s'organiser pour entrer formellement dans le réseau INOFO. Trois organisations paysannes, dont l'Union des agriculteurs liés au réseau tamoul de Nammazvar, étaient présentes et devraient s'engager formellement à rejoindre ce réseau.

La présence de plusieurs personnalités politiques (le ministre de l'Agriculture Shri. R. Kamalakannan, du Gouvernement de Pondichéry ; Santha Sheela Nair, retraitée de la Commission pour la planification de l'Etat et représentante du Tamil Nadu (retired from State Planning Commission, Govt. of Tamil Nadu - Vice Chairperson) ; Shri V. Vaithilingam, Member of Parliament, Puducherry, ainsi que Mme la Consule Catherine Suard) a permis de mettre sur l'agenda politique l'idée de l'organisation d'une foire bio hebdomadaire. L'idée est d'accompagner la transition du Territoire de Pondicherry vers l'agriculture biologique à l'instar d'autres Etats indiens.

La deuxième controverse a porté sur le devenir du plus grand système de distribution alimentaire au monde, le Public Distribution System, qui combat au moins depuis le milieu des années 1960 l'insécurité alimentaire en Inde. Reetika Khera, professeure à l'Institut indien du management à Ahmedabad, l'une des meilleures spécialistes des questions de pauvreté et collègue de Jean Drèze, a introduit les débats. Frédéric Landy a également apporté une dimension géopolitique à la question. Il a été décidé, en lien avec l'université de Pondichéry, de nourrir le débat public (en poursuivant les enquêtes de terrain autour des préoccupations des ménages les plus pauvres et parmi eux des femmes) sur le devenir du PDS, entre aide en nature et aide en numéraire. La question de l'inclusion dans le PDS des mils a aussi été discutée autour du droit à une alimentation de qualité. Dans le cadre de la crise du COVID19 et du confinement, la capacité du PDS à assurer la sécurité alimentaire de tous et toutes, notamment les migrants, est évidemment posée avec acuité.

La troisième controverse a porté sur les changements alimentaires et les effets en termes de santé publique. Le département des sciences alimentaires et technologie de l'université de Pondichéry a rappelé les bienfaits des différents mils mais aussi plus largement l'accès à une alimentation diversifiée incluant les variétés locales de riz. La crise du COVID met au centre des débats l'idée

d'une santé globale, signifiant des préoccupations sur les modalités de production, la diversité et la qualité alimentaire, la préservation de la diversité des éco-agrosystèmes.

Implications et initiatives citoyennes mises en lien avec des réseaux de recherche internationaux

Plusieurs actions se mettent en place actuellement. La plateforme a pour ambition de les mettre en relation pour construire de la cohérence territoriale. La plateforme défend l'idée que cet enjeu passe par la mise en réseau d'expériences concrètes dans les territoires de proximité et autour d'autres modalités d'échanges entre la science et la société. Parmi les initiatives en cours : l'analyse du système alimentaire local avec le concours de l'association **Let's Food Cities** (<https://letsfoodcities.com/en/lets-food-cities>), l'organisation d'un marché bio hebdomadaire selon une démarche de système de garantie participative, l'organisation d'un recyclage des déchets organiques (via la collecte auprès des restaurateurs) et la mise en lien avec un réseau de jardiniers, la recherche de terrains pour l'organisation de jardins communautaires et la transmission des savoirs agroécologiques, un travail auprès des écoles pour penser la diffusion intergénérationnelle des connaissances plantes-alimentation-santé, le lien avec le réseau pour les villes équitables (pacte de Milan 2015), un groupe science-citoyen.ne.s pour la mise en place de débats réguliers, la défense des abeilles natives par la diffusion de techniques simples de ruches et la compréhension des liens avec la pollinisation, l'organisation d'une exposition sur l'alimentation.

La plate-forme est liée au réseau 'Humanities across Borders: Asia and Africa in the World' (HaB), IIAS, de Leyde aux Pays-Bas (<https://humanitiesacrossborders.org/events/local-food-system-pondicherry>). La plate-forme est pensée comme une expérience à diffuser pour une refonte des curricula doctoraux des universités membres autour de l'alimentation. La plateforme est aussi un des exemples du **réseau URBAL** (<https://www.urbalfood.org/>) qui expérimente une méthode participative d'évaluation de l'impact en termes de durabilité des innovations alimentaires urbaines. Elle est soutenue par la **Chaire Unesco Alimentation du Monde** (<https://www.chaireunesco-adm.com/>).